SWEDD+

PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE+

SUB-SAHARAN AFRICA WOMEN'S EMPOWERMENT AND DEMOGRAPHIC DIVIDEND PROJECT+

MESURER LES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES :

Résultats parmi les personnes ayant bénéficié de la première phase du projet SWEDD

PROJET SWEDD

SAHEL

CEDEAO ECOWAS

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

UNFPA

Le projet régional Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) est né de la volonté des chefs d'État de six pays de la région du Sahel. Il est financé par la Banque mondiale et géré par l'UNFPA, qui assure la coordination de l'assistance technique.

Plusieurs interventions clés d'autonomisation ciblant les filles ainsi que les adolescentes et adolescents ont été mises en œuvre depuis 2015, année de démarrage du projet, notamment :

- La mise en place des espaces sûrs ;
- La mise en place des clubs/écoles des maris et des futurs maris ;
- Des interventions de soutien scolaire à destination des filles ;
- Des interventions de soutien économique à l'intention des filles/femmes qui ne fréquentent pas l'école ;
- L'augmentation de la disponibilité des services de santé reproductive ;
- L'amélioration du cadre politique et juridique.

Afin de mieux cerner les transformations économiques et sociales ayant affecté les bénéficiaires, une étude biographique régionale a été conduite dans les 6 premiers pays du projet SWEDD – Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad –, couvrant la première phase du projet SWEDD (2015-2020). Elle a été réalisée dans le cadre d'une collaboration entre le Secrétariat technique régional SWEDD de l'UNFPA, les experts des observatoires nationaux pour le dividende démographique des pays et la Banque mondiale.

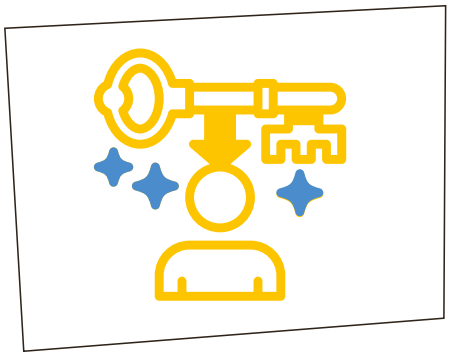
I. Objectifs

L'objectif général de cette étude est de comprendre les transformations économiques et sociales ayant affecté les bénéficiaires des interventions du projet SWEDD de la première phase du projet dans les premiers pays cibles. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Retracer les trajectoires de vie des bénéficiaires en ce qui concerne les parcours scolaires, matrimoniaux, génésiques et économiques ;
- Décrire l'évolution des comportements et attitudes des bénéficiaires relatifs à la santé sexuelle et reproductive ainsi qu'aux pratiques néfastes ;
- Mesurer la magnitude et la portée de ces transformations en ce qui concerne leur pouvoir de décision, leur capacité de négociation, leur confiance en soi, l'affirmation de leur leadership et leur engagement familial et communautaire.

II. Méthodologie

Les données qui ont été utilisées dans le cadre de cette étude proviennent d'enquêtes qualitatives et biographiques menées sur des échantillons de bénéficiaires des interventions de la phase I du projet SWEDD. À partir d'une cartographie des bénéficiaires, un échantillon de taille maximale s'élevant à 400 bénéficiaires pour chaque pays et pour chaque type d'intervention a été tiré.



[1] Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad

III. Résultats clés

Les résultats prouvent que les interventions SWEDD ont globalement contribué au bien-être à long terme des bénéficiaires.

Maintien des filles à l'école

Le projet a appuyé les jeunes filles pour leur maintien à l'école à travers plusieurs interventions dont l'octroi de kits scolaires, l'accès à l'alimentation, les cours de renforcement, le transport et l'hébergement, entre autres. Environ 80 % des filles bénéficiaires étaient toujours scolarisées dans le cycle moyen/secondaire ou supérieur en 2024. La Côte d'Ivoire (97 %), le Burkina Faso (82 %) et le Tchad (72 %) se distinguent par des proportions relativement élevées quant au maintien des filles à l'école. Il importe de noter que ces filles enregistrent également de bonnes performances scolaires. Au début des interventions scolaires, elles se répartissaient essentiellement dans les cycles primaire ou moyen et secondaire. Il est encourageant de constater qu'en 2024, année de l'étude, toutes avaient quitté le cycle primaire, 43 % avaient rejoint le cycle secondaire et 20 % avaient entamé leurs études universitaires ou professionnelles.

Celles qui ne sont plus dans le système scolaire représentent en moyenne 20 % de l'échantillon, la proportion variant en fonction du pays. Parmi elles, 4 % ont déclaré avoir fini leurs études et même entamé leur vie professionnelle. Le décrochage scolaire a concerné environ 15 % des bénéficiaires. Les raisons les plus fréquemment évoquées sont liées à la discontinuité de l'appui scolaire (70 %), au mariage ou aux grossesses (9 %) et aux travaux domestiques non rémunérés (5 %).

Situation de l'activité économique des anciennes bénéficiaires

L'analyse des taux de maintien dans une activité économique révèle des résultats positifs, témoignant de la pertinence des interventions du projet tout en mettant en exergue des situations contrastées. Pour rappel, les filles ont bénéficié d'un enseignement entrepreneurial renforcé et de formations techniques en lien avec des métiers traditionnellement réservés aux hommes. Elles ont reçu des subventions, des prêts ou des dons pour financer leurs unités de production. Dix ans après ces interventions, les résultats de l'étude montrent qu'en moyenne, 75 % des filles bénéficiaires des interventions économiques sont maintenues en activité. Les taux les plus élevés sont observés au Mali (83 %) et, dans une moindre mesure, en Côte d'Ivoire. Les taux les moins élevés concernent le Tchad (71 %), suivi du Burkina Faso (66 %) et de la Mauritanie (50 %). Les raisons de l'abandon d'une activité économique tournent essentiellement autour du manque de fonds ou de la faillite (67 %). D'autres raisons, telles que les contraintes sécuritaires ou familiales (refus du conjoint) ainsi que les problèmes de santé, sont également évoquées.

Les revenus nets tirés de ces activités économiques sont globalement faibles et avoisinent en moyenne 75 000 francs CFA, une fois toutes les charges déduites. Cependant, il est rapporté que ces revenus améliorent les conditions de vie du ménage, notamment en ce qui concerne l'alimentation, les frais scolaires et d'autres dépenses sociales.

Changement de comportements des filles bénéficiaires des espaces sûrs et des hommes ayant fréquenté les clubs des maris et des futurs maris

Le projet SWEDD a également renforcé les compétences de vie des filles à travers la mise en place d'espaces sûrs communautaires et scolaires dans lesquels des modules sur la prévention des violences basées sur le genre et les pratiques néfastes ainsi que l'amélioration des connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive sont enseignés.

Dans l'ensemble, les espaces sûrs ont contribué à améliorer l'autonomie des filles concernant le choix de leur conjoint et leur consentement au mariage. En Mauritanie, la proportion des bénéficiaires ayant choisi elles-mêmes leur mari a augmenté, passant de 45,8 % en 2017 à 63 % en 2024. La Côte d'Ivoire et le Mali enregistrent également une progression en la matière, avec des hausses respectives de 59,01 % à 73,68 % et de 33,06 % à 38,90 %. De même, au Niger, la proportion de femmes ayant décidé de leur mariage est passée de 75 % à 82,5 %. Ces résultats témoignent d'une réelle propension des filles à choisir leur époux.

Par ailleurs, 87 % des filles ayant fréquenté les espaces sûrs ont toujours connaissance d'une méthode contraceptive moderne, soit une augmentation significative par rapport à la moyenne de 60 % enregistrée précédemment. En outre, l'écrasante majorité des filles qui sont tombées enceintes l'ont désiré, indiquant ainsi un recours à la contraception ou à l'abstinence dans les situations de crainte de survenue de grossesse. C'est le cas en Côte d'Ivoire (95 %), au Mali (98 %), au Tchad (95 %) et au Burkina (96 %), où les filles ont rapporté avoir contracté une grossesse volontaire. Cependant, il est à déplorer que près de 45 % de filles soient tombées enceintes avant leurs 18 ans, signalant une entrée précoce dans la vie sexuelle.

En ce qui concerne le consentement au mariage, les résultats sont positifs dans la plupart des pays. Ainsi, en Côte d'Ivoire, le taux de consentement au mariage est passé de 86,34 % à 94,7 %. En Mauritanie, la tendance est également à la hausse, avec une progression de 66,7 % à 75 %. Au Mali et au Tchad, l'augmentation est encore plus marquée, avec des taux passant respectivement de 73,97 % à 90,78 % et 59,79 % à 67,08 %. Ces avancées sont le fruit des efforts déployés pour sensibiliser aux enjeux liés à l'autonomie et aux droits des filles.

L'analyse de la capacité à différer le mariage a produit des résultats probants. En Mauritanie, la proportion de filles ayant pu différer leur mariage a bondi de 45,8 % en 2017 à 63,6 % en 2024. Au Mali, la progression est également importante, avec une hausse de 30,99 % à 40,06 %. Ces résultats traduisent à la fois une autonomisation accrue des filles et une évolution progressive des normes sociales. Les filles qui ont fréquenté les espaces sûrs sont donc en mesure d'ajuster leur calendrier de nuptialité. En revanche, cette capacité a diminué dans des contextes comme ceux du Niger et du Burkina Faso. Au Niger, la proportion de filles ayant pu différer leur mariage est passé de 38,9 % à 42,7 %, tandis qu'elle a chuté de 49,7 % à 43,9 % au Burkina Faso. Ces reculs mettent en évidence des contraintes socioculturelles profondément ancrées dans ces contextes.

Du reste, les comportements des hommes ayant fréquenté les clubs des maris et des futurs maris ont positivement évolué, et ce, de manière notable. En 2017, les violences basées sur le genre étaient très fréquentes dans les zones d'intervention du projet. Ainsi quelque 60 % des femmes déclaraient avoir subi des violences perpétrées par leur mari ou partenaire intime. En 2024, l'indice de masculinité calculé a permis d'observer que plus de la moitié des hommes (50 %) ont adopté des comportements exemplaires dans les domaines suivants : i) participation aux travaux domestiques, ii) écoute de l'opinion de leur épouse, iii) autorisation de l'épouse à participer à la vie communautaire, iv) discussion autour du nombre d'enfants désirés et de la planification familiale.

IV. Conclusion

À la lumière des résultats positifs du projet SWEDD quant à son impact transformateur sur la situation sociale et économique des bénéficiaires et à sa contribution à la capture du dividende démographique, il importe de perpétuer des interventions similaires à grande échelle. Il s'agit ainsi d'accélérer l'autonomisation des filles et des femmes et de soutenir tangiblement les programmes de développement aux échelles nationale, régionale et continentale. De manière plus spécifique, l'étude recommande, entre autres, de :

- Poursuivre le renforcement de la masculinité positive en accordant la priorité aux jeunes hommes célibataires, afin de consolider davantage le processus d'autonomisation des filles et des femmes ;
- Expérimenter une approche intégrée en mettant en place des espaces sûrs couplés aux clubs des maris, favorisant ainsi l'adhésion des hommes et un dialogue inclusif au sein des familles et par-delà, décloisonner toutes les interventions pour les associer et maximiser leur potentiel transformateur ;
- Combiner au sein d'une intervention plusieurs types d'appui en lieu et place d'une approche monothématique, pour plus d'impact au profit des bénéficiaires. Dans le domaine scolaire par exemple, certaines filles, notamment bénéficiaires de programmes de cantine, ont justifié leur décrochage par le manque de kits scolaires ou par l'éloignement des infrastructures scolaires par rapport à leur domicile ;
- Faire précéder tout financement par une offre pédagogique sur le fonctionnement des entreprises et l'activité entrepreneuriale pour maximiser les chances de pérennisation ;
- Renforcer le suivi des initiatives, notamment en mettant en place un mécanisme d'accompagnement post-intervention pour les bénéficiaires, qui sera utile dans le cadre de futurs programmes similaires ;
- Améliorer la gouvernance des futurs programmes équivalents en instaurant une base de données fiable et régulièrement mise à jour, recensant les bénéficiaires et les impacts observés, pour une gestion et un suivi optimaux des interventions.

SWEDD+

PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE+

SUB-SAHARAN AFRICA WOMEN'S EMPOWERMENT AND DEMOGRAPHIC DIVIDEND PROJECT+